



Texte

ECONOMIE lundi 14 mars 2011

Angela Merkel impose un «donnant donnant» à la zone euro

Richard Werly, Bruxelles



La chancelière Merkel impose la discipline budgétaire à l'UE.

(archives - © afp/gambarini maurizio)

Crise de la dette L'adoption simultanée, samedi, du «pacte de compétitivité» défendu par Berlin et du renforcement du fonds de secours d'urgence porte la marque de la chancelière allemande

Comment vont réagir les marchés à la nouvelle digue érigée, dans la nuit de vendredi à samedi, par les dix-sept pays membres de la zone euro? La question déterminera largement l'agenda des ministres des finances de l'eurogroupe, qui se retrouvent cet après-midi de nouveau à Bruxelles pour finaliser le dispositif, puis celui du sommet européen des 24 et 25 mars qui sera consacré à l'instauration du futur mécanisme permanent européen de gestion des crises. Avec une question: la discipline imposée ce week-end par Angela Merkel suffira-t-elle à éviter le sauvetage du Portugal et de l'Espagne? Tour d'horizon des décisions.

La défense de l'euro est consolidée

Il aura fallu six heures de discussions vendredi soir pour que les chefs d'Etat ou de gouvernement de la zone euro entérinent les deux mesures suggérées depuis des semaines par les experts: le renforcement de la capacité d'emprunt du fonds de secours d'urgence (EFSF) et l'assouplissement de ses modalités d'intervention.

Grâce à une hausse du niveau des garanties étatiques, qui lui permettent de bénéficier de la note Triple A, l'EFSF verra sa capacité de financement de 440 milliards d'euros devenir «pleinement opérationnelle». Le fonds, jusque-là seulement sollicité par l'Irlande à hauteur de 17,5 milliards – sur un total de 85 milliards d'euros mis à la disposition de Dublin par l'UE et le FMI –, peut ainsi faire face en théorie, aux côtés d'autres bailleurs de fonds, à un éventuel renflouement budgétaire du Portugal. Voire au refinancement des banques en Espagne.

Autre point clef, ce fonds EFSF voit sa palette d'instruments étoffés. En plus de prêts consentis aux Etats, il pourra, «à titre exceptionnel», acheter des titres obligataires des pays en difficulté sur le marché primaire. Important: ces dispositions seront reprises par le futur mécanisme permanent de gestion des crises (ESM) qui verra le jour après 2013. Lequel sera doté de 500 milliards.

L'Allemagne a posé ses conditions

C'était le point crucial: Angela Merkel voulait un «donnant donnant». Le «pacte de compétitivité» défendu par Berlin et Paris a donc été adopté. Il impose trois «règles directrices»: l'adoption d'objectifs économiques communs respectueux de leurs spécificités; l'engagement à prendre comme référence les pays les plus performants (donc l'Allemagne et le nord de l'Europe) et l'approfondissement du marché unique.

Le renforcement de la compétitivité se fera grâce à l'ouverture des secteurs protégés, la remise en cause des accords salariaux dans les services publics, une plus grande convergence fiscale, le réexamen des dispositifs de fixation des salaires (l'indexation en vigueur au Portugal, en Belgique...) et l'adaptation des systèmes de retraite à l'espérance de vie.

S'y ajoute une décision symbolique, là aussi dictée par Berlin: l'engagement des Etats membres «à traduire dans leur législation nationale les règles budgétaires de l'UE par un instrument contraignant et durable», par exemple un frein constitutionnel à l'endettement. Le Portugal avait, avant l'ouverture du sommet, annoncé de nouvelles mesures d'austérité budgétaires aussitôt saluées.

La solidarité envers les pays vulnérables sera «négociée»

Il devrait donc, si comme on le croit un plan de sauvetage est activé à la mi-avril, bénéficier de prêts proches du coût de financement de l'EFSF (environ 3-4%).

La Grèce, dont le premier ministre Georges Papandréou avait fait le déplacement à Berlin la veille, ressort aussi avec une réduction des taux d'intérêt de ses prêts (rabaissés à 4,2%) et un rééchelonnement du remboursement des 110 milliards d'aide consentis par l'UE en mai 2010 de trois à sept ans et demi.

L'Irlande, en revanche, incarne ce que l'Allemagne et les autres pays stables de

la zone euro refusent. des exigences non assorties de concessions majeures. Le nouveau gouvernement irlandais – qui a hérité des mesures d'austérité budgétaire drastiques de son prédécesseur après l'explosion de la bulle immobilière et le plan de refinancement européen de ses banques – exigeait une baisse des taux d'intérêt sans modifier sa fiscalité très attractive pour les entreprises. Réponse négative. Dublin devra, pour être entendu, modérer son «dumping fiscal».
